

CANICULE, INONDATIONS : NOTRE SANTÉ ET NOS VIES, PAS LEURS PROFITS !

Au Texas, les inondations survenues après des pluies diluviennes ont fait plus de 50 morts et des dizaines de disparus, dont beaucoup d'enfants. En Inde, 69 personnes ont perdu la vie du fait des crues et des glissements de terrain liés à la mousson. En Turquie et en Grèce, comme dans le sud de la France, ce sont les incendies qui embrasent la végétation rendue inflammable par la sécheresse chronique et les vagues de chaleur.

Catastrophes naturelles, et sociales

Ce n'est pas une fatalité ou un coup du sort. Ce sont des conséquences du dérèglement climatique dont l'origine se trouve dans le capitalisme, un système orienté vers le profit au mépris des travailleurs et de l'environnement. C'est aussi le produit d'une société qui ne préserve pas ses membres. Le comté texan de Kerr est régulièrement victime d'inondations, mais ça n'empêche pas les Églises d'y organiser des camps de vacances, d'où le nombre élevé d'enfants décédés. Et l'agence météo américaine avait donné l'alerte quelques heures avant le drame, sans que les autorités locales ne prennent de dispositions.

Climato-scepticisme d'opposition, et de gouvernement

Cette agence météo a fait l'objet de sévères coupes budgétaires de la part de Trump, comme d'ailleurs tous les instituts scientifiques qui étudient le climat. Partout où elle est au pouvoir, l'extrême droite sabote les quelques mesures vertes. Et partout où elle est dans l'opposition, elle fait de la démagogie anti-écologie. Elle surfe sur la crainte des classes populaires que la transition se fasse au détriment de leur mode de vie. Mais elle se garde bien de montrer que tous les aspects de ce mode de vie, des lieux d'habitation et de travail au type de transports empruntés, sont déterminés par l'argent-roi : les contraintes et les entraves à la « liberté » ne sont pas du côté que l'on croit !

L'extrême droite n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que sa politique soit appliquée. Les gouvernements en place s'y emploient très bien, en dépit d'un greenwashing de façade. En France, les aides à la rénovation thermique des bâtiments comme celles pour électrifier les véhicules sont

sans cesse rabotées, la construction de l'autoroute A69 a repris, les propriétaires de logement pourraient finalement continuer à les louer même si ce sont des passoires thermiques... Résultat : les émissions de gaz à effet de serre ont cessé de reculer au premier trimestre.

Le monde du travail paie le prix du changement climatique

Lundi 30 juin, un des nôtres, un ouvrier de 35 ans, est mort après avoir quitté son chantier à Besançon. Il s'ajoute à la cinquantaine de ceux qui sont morts au travail du fait de la chaleur depuis 2018. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé, car l'administration est incapable de déterminer les causes de décès dans tous les cas.

En revanche, elle se montre très attentive à ce que le travail continue coûte que coûte. Les nouvelles règles « fortes chaleurs » sorties le 1^{er} juillet ne définissent toujours pas de température maximale au-delà de laquelle le travail doit cesser. Dans le bâtiment, alors que les patrons bénéficient du chômage partiel en cas de vigilance canicule orange ou rouge (comme c'était le cas à Besançon le 30 juin...), rien n'oblige à arrêter les chantiers. Ce n'est pas seulement la chaleur qui tue, mais la rapacité capitaliste.

Mais on ne va pas crever de chaud pour leurs profits. Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont pratiqué leur droit de retrait pour se protéger ; aux ateliers SNCF de Quatre Mares à Rouen, un débrayage a eu lieu pour obtenir un accès à l'eau et à Montpellier, des conducteurs de bus ont même fait grève pour exiger la clim dans les véhicules. Ces mobilisations collectives sont encore rares, mais elles sont la preuve que nous pouvons nous battre avec nos armes de classe pour ne pas faire les frais du réchauffement climatique.

Éditorial du lundi 7 juillet 2025

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

Congés forcés pour le Tour de France

L'étape du contre-la-montre était organisée à Caen ce jeudi 9 juillet. Un moment festif dont on peut certainement profiter, à condition peut-être d'ignorer le dopage omniprésent nécessaire au spectacle, et ses effets néfastes sur les coureurs, et en fermant les yeux sur la participation de l'équipe Israel Premier Tech dans le tour alors que le génocide à Gaza continue toujours sous nos yeux. On ne se réjouira pas non plus des problèmes très concrets causés aux travailleurs. Certains se retrouvent incapables d'aller sur leur lieu de travail, ou d'en revenir, bloqués par les restrictions de circulation. D'autres sont forcés par leur employeur de poser des congés ou des RTT.

Quand la direction joue la montre

Alors que le labo du CHU a récupéré les activités du laboratoire de Cricquebœuf depuis plusieurs semaines, les collègues attendent toujours le recrutement qui doit aller avec. La direction semble jouer la montre, car après tout, le temps c'est de l'argent. En attendant, la charge de travail supplémentaire est répartie sur les collègues actuels, sans contrepartie.

La lutte paye, ou en tout cas évite de perdre

Après 11 semaines de mobilisation animées de plusieurs heures de débrayage, les collègues du laboratoire ont obtenu gain de cause sur une partie des revendications : la perte de la moitié de la prime d'insalubrité va bien être compensée par une prime d'intéressement ! Même si finalement c'est le retour à la case départ, il s'agit tout de même d'une victoire contre une attaque de la direction, dont il faut se réjouir.

Rachat de l'entreprise Cenexi à Hérouville

L'usine de produits pharmaceutiques Cenexi d'Hérouville va être rachetée par un repreneur européen. Le site est en effet déficitaire, mais à qui la faute, et qui va en faire les frais ? Une vente de site ne se fait jamais vraiment en faveur des salariés. Pour Cenexi, ce serait une rentrée d'argent immédiate mais quant à l'avenir, advienne que pourra, ce n'est pas son problème. Les conditions de travail risquent d'être dégradées, avec la possible perte d'avantages négociés avec l'ancien employeur, et sûrement quelques licenciements.

La sauvagerie anti-migrants

Le Premier ministre britannique s'est félicité d'un « durcissement » dans les pratiques des forces de l'ordre françaises pour intercepter les migrants embarquant sur des bateaux dans le Nord-Pas-de-Calais pour rejoindre l'Angleterre. Des images diffusées sur la BBC, tournées sur une plage, montrent des policiers bien de chez nous entrant dans l'eau peu profonde pour atteindre un bateau pneumatique chargé de migrants, parmi lesquels des enfants. Et les flics crèvent l'embarcation à coups de couteaux. Au moins 15 personnes sont mortes en tentant la traversée depuis le début de l'année et 78 en 2024. Pour arrêter ce décompte macabre il faut ouvrir les frontières sans condition à tous les migrants.

Trump va faire payer les pauvres

Trump s'est félicité de l'adoption par le Congrès de sa « grande et belle loi » des finances. Elle va permettre de financer les allègements d'impôts pour les plus riches par des coupes drastiques dans les services sociaux et l'aide médicale. C'est ainsi que 2026 les 1 % les plus riches économiseront en moyenne 25 500 dollars sur l'année tandis que plus de 80 % des contribuables américains perdront entre 1 410 et 2 270 dollars. Mais ce que Trump fait ouvertement et avec cynisme n'est finalement pas très éloigné de l'action plus hypocrite mais tout aussi injuste des Bayrou et Macron dans ce domaine.

Saisonniers : la galère de se loger

Pendant l'été plus d'un million et demi de travailleurs saisonniers sont employés dans tout le pays dans des secteurs comme l'hôtellerie-restauration, l'agriculture, le bâtiment et travaux publics, etc. Dans un rapport qu'elle vient de publier, la Cour des comptes estime que 400 000 d'entre eux ne sont pas logés dans des conditions décentes, voire livrés à eux-mêmes. Avec 250 000 saisonniers la Nouvelle Aquitaine est la région qui en emploie le plus, or il manque au moins 50 000 places pour les loger. En Gironde, les propriétaires des grands domaines les embauchent via des intermédiaires peu scrupuleux qui les logent parfois dans des squats ou des bidonvilles, comme à Libourne et Bordeaux. Mais de cela les patrons s'en lavent les mains.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacaen@npa-revolutionnaires.org)

[📷 npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)